

PREMIER DÉFICIT ANTICIPÉ DEPUIS LES FUSIONS MUNICIPALES DE 2002 : L'OPPOSITION RÉCLAME UNE MEILLEURE GESTION

Lévis, le lundi 13 novembre 2023 - M. Serge Bonin, conseiller municipal de Saint-Étienne et porte-parole de l'opposition à l'Hôtel de ville de Lévis, et M. Alexandre Fallu, conseiller municipal de Christ-Roi, sont inquiets que la Ville se dirige vers un déficit anticipé de l'ordre de 7,9 millions de dollars, une première depuis les fusions municipales de 2002. L'équipe de l'opposition réclame une meilleure gestion des finances de la Ville.

Très mince marge de manoeuvre et préoccupations quant aux taxes de l'année 2024

L'accumulation de surplus, qui était de plus de 40 millions de dollars au 31 décembre 2022, devrait chuter entre environ 14 à 17 millions de dollars d'ici la fin de l'année 2023 si les prévisions présentées sont réalistes. Cette diminution drastique soulève des questions sur la stratégie pour renflouer les réserves financières de la Ville l'année prochaine. De plus, avec une dette qui dépassait officiellement le demi-milliard en début d'année, il est impératif de prendre des mesures adéquates pour assurer la stabilité financière à long terme.

« Nous demandons plus de rigueur dans la gestion financière de la Ville. Les décideurs politiques ont manqué de vision au niveau des finances et les revenus ne sont pas suffisamment diversifiés, ce que nous avons souligné à plusieurs reprises. », affirment les deux élus.

Face à la [récente sortie du Maire de Québec](#), M. Bruno Marchand, qui disait que toute hausse de taxes en bas de 5,5% pour le budget 2024 serait un cadeau aux citoyen.nes, les Lévisiennes et les Lévisiens méritent une transparence totale sur ce sujet aussi crucial.

« Plusieurs ménages peinent à joindre les deux bouts et surchargent leurs cartes de crédit en ces temps économiques difficiles. Quelles sont les intentions de l'équipe du maire concernant la hausse des taxes en 2024? », se questionne M. Bonin.

Processus budgétaire qui n'évolue pas

À plusieurs reprises, l'équipe de l'opposition a réclamé une démarche plus transparente et qui commence bien avant l'adoption de ces documents importants que sont le budget et le plan quinquennal d'immobilisations (PQI). En avril 2022, [un rapport avait été déposé à la direction générale et au comité de finances](#) pour proposer une amélioration des façons de faire afin de se comparer aux meilleures pratiques des autres villes de même ampleur. Visiblement, la réflexion du maire et de ses élu.es ne chemine pas dans cette direction qui nous permettrait d'assumer un statut de grande ville.

« L'adoption du PQI et du budget est un exercice à prendre très au sérieux. Un processus budgétaire plus ouvert et transparent, c'est ce que notre équipe souhaite pour mieux préparer l'avenir de notre Ville. », conclut M. Fallu.